



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

action diplomatique du Président de la République

Question au Gouvernement n° 993

Texte de la question

ACTION DIPLOMATIQUE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. le président. La parole est à M. Michel Herbillon, pour le groupe Les Républicains.

M. Michel Herbillon. Monsieur le Premier ministre, depuis son élection, le Président de la République a multiplié les voyages à l'étranger : avec quarante-six déplacements, il a visité plus de pays que tous ses prédécesseurs dans la première année de mandat. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*) Par cet activisme diplomatique, Emmanuel Macron voulait convaincre que la France était de retour sur la scène internationale (Mêmes mouvements), à grand renfort d'opérations de communication bien huilées.

Mais voilà, au bout d'un an, on cherche en vain les résultats positifs. (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM. – « Eh oui ! » sur les bancs du groupe LR.*) La complicité affichée avec Donald Trump, avec son lot d'accolades, de tapes sur l'épaule et de belles photos sur papier glacé n'a pas eu, c'est le moins que l'on puisse dire, les effets escomptés.

Emmanuel Macron nous avait assuré qu'il réussirait à convaincre Donald Trump de respecter l'accord de Paris sur le climat. Échec !

Il devait le convaincre de ne pas se retirer de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien.

M. Jean-Louis Bricout. Échec !

M. Michel Herbillon. Échec !

Le fiasco du G7 montre que la diplomatie des embrassades a fait long feu. La réalité, aujourd'hui, c'est que les États-Unis durcissent leurs barrières douanières et imposent à nos entreprises leur législation extraterritoriale.

Sur l'Europe, le Président paraît bien isolé. Sa volonté de la refonder était bienvenue, mais sa démarche est aujourd'hui au point mort : il n'a pas su convaincre nos partenaires européens, et la chancelière d'Allemagne vient de doucher les ambitions françaises en apportant des réponses plus que timides à toutes ses propositions.

Au Moyen-Orient, alors que la situation se dégrade, nous peinons à identifier le rôle que la France entend jouer dans la région.

Le Président de la République répète à l'envi qu'il fonde son action sur l'efficacité et les résultats. Or, au bout d'un an, les résultats ne sont pas là sur le plan diplomatique. Les agitations, les incantations et la communication ne font pas une politique étrangère. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR ainsi que sur plusieurs bancs des groupes NG et GDR.*)

Face à ces échecs répétés, pouvez-vous nous éclairer sur la stratégie diplomatique de la France, qui se trouve aujourd'hui dans une grave impasse ? (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Monsieur le député, « La Fayette, nous voilà ! » : on se souvient de ce mot prononcé par un officier américain en 1917. Il illustre l'intensité de l'amitié entre les peuples français et américain.

M. Michel Herbillon. Je vous parle d'aujourd'hui !

M. Fabien Di Filippo. Maintenant, c'est : « La faillite, nous voilà ! »

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État. Néanmoins, cette amitié n'empêche pas l'existence de différends ou de nuances d'appréciation sur un certain nombre de dossiers géopolitiques. De ce point de vue, le Président de la République a été constamment à la manœuvre, pour faire en sorte que l'unité européenne soit maintenue sur plusieurs dossiers très importants tels que le nucléaire iranien. C'est bien l'Europe qui garantit que cet accord continue à produire des effets,...

M. Jean-Luc Mélenchon. Non, vous avez tout cédé !

M. Michel Herbillon. C'est un vœu pieux !

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État. ...et c'est heureux, car nous devons lutter contre la prolifération nucléaire.

En ce qui concerne le climat, il ne vous a pas échappé que le Président de la République s'est lui-même exprimé, quelques minutes après l'annonce du retrait américain de l'accord de Paris par le président Trump, pour réitérer l'engagement de la communauté internationale tout entière en faveur de cet accord. La communauté internationale a d'ailleurs souscrit un certain nombre d'engagements lors du *One Planet Summit* qui s'est tenu en décembre dernier.

M. Fabien Di Filippo. C'est le président de la France, pas du monde !

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État. S'agissant de la politique commerciale, il y a en effet des tensions, et nous considérons que les réponses apportées par les États-Unis ne sont pas les bonnes, car ce n'est pas l'escalade des tarifs douaniers qui permettra de régler les problèmes. Le Président de la République a donc annoncé que nous allions travailler d'arrache-pied avec tous nos partenaires pour refonder l'Organisation mondiale du commerce et pour faire en sorte qu'il y ait enfin des règles qui s'appliquent et qui soient respectées, y compris par nos amis chinois, qui ne sont pas toujours au rendez-vous pour lutter contre les surcapacités. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Michel Herbillon. Avec quels résultats ?

M. Pierre-Henri Dumont. Zéro résultat !

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État. La France prend donc en permanence des initiatives, avec des résultats qui vont se voir, et qui se voient déjà. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*) L'unité européenne a été réaffirmée, dès ce sommet du G7, grâce au Président de la République. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)

Mme Constance Le Grip et M. Michel Herbillon . La majorité n'a pas l'air convaincu !

Données clés

Auteur : [M. Michel Herbillon](#)

Circonscription : Val-de-Marne (8^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 993

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : [14 juin 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [14 juin 2018](#)